

JAYDEN RESSOURCES INC.
DISCUSSION D'ANALYSE DE LA DIRECTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES
RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

La discussion d'analyse de la direction (DAD) suivante vise à aider le lecteur à évaluer les changements significatifs à la condition financière et aux résultats d'exploitation de Jayden Ressources Inc. (« Jayden » ou la « Société ») au 31 décembre 2011 et pour l'année achevée à cette date en la comparant à la même période en 2010.

Cette DAD doit être consultée en parallèle avec les états financiers consolidés et vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ainsi qu'avec les notes à l'appui. Ces états financiers ont été préparés dans le respect de politiques comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (NIIF) émises par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).

Sauf indication contraire, tous les montants sont indiqués en dollars canadiens. La date effective de la présente DAD est le 30 mars 2012. D'autres renseignements sur la Société se trouvent sur le site de SEDAR : www.sedar.com.

Contenu de la DAD

1. Sommaire
2. Récapitulatif sur l'exercice terminé le 31 décembre 2011
 - 2.1 Récapitulatif sur la période subséquente au 31 décembre 2011
3. Résultats d'exploitation pour les trois et douze derniers mois se terminant le 31 décembre 2011
 - 3.1 Projets d'exploration
 - 3.1.1 Propriété de Silver Coin
 - 3.1.2 Propriété de Surprise Creek
4. Liquidités et ressources en capital
 - 4.1.1 Capital social
 - 4.1.2 Engagements contractuels
5. Opérations avec parties liées
6. Quatrième trimestre
7. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF
8. Instruments financiers
9. Contrôle interne des rapports financiers
10. Estimations et jugements comptables déterminants
11. Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

1. Sommaire

Jayden est une société d'exploration minière menant des activités d'exploration des ressources et de développement de projets. À cet égard, la Société envisage d'acquérir des propriétés de valeur afin de les explorer dans le but d'y mener des études de faisabilité et des activités éventuelles de construction et de production.

Jayden a atteint une étape avancée des activités de production sur la propriété de Silver Coin dont elle détient une participation à 80 %. Depuis 2004, la Société et son coentrepreneur Mountain Boy Minerals Ltd. (« Mountain Boy ») ont mené de vastes explorations et des études environnementales, métallurgiques et des ressources sur sa propriété de Silver Coin. En avril 2007, Minefill Services a calculé la présence d'une ressource conforme à NI 43-101 sur la propriété de Silver Coin. Par la suite, la Société a mené d'intenses campagnes de forage en 2007 et 2008. En décembre 2009, Tetra Tech Inc. a achevé une étude économique préliminaire conforme à NI 43-101 et intégrant les nouveaux trous de forage. Une mise à jour de ce rapport a été publiée le 12 mars 2010.

La Société a achevé un programme de forages en septembre 2010 dans le but de confirmer les résultats de forages antérieurs, de remplir les parties non forées de la minéralisation, de prolonger cette dernière vers le nord de la ressource actuelle et d'obtenir de nouvelles carottes pour la poursuite des tests métallurgiques. Suite à ces nouveaux forages, la Société a conclu un contrat avec Minarco Mine Consult pour la préparation d'une mise à jour du Rapport technique conforme à NI 43-101 et de l'analyse économique préliminaire fondée sur une ressource actualisée publiée le 4 mars 2011.

Jayden a entamé un vaste programme de forages en mai 2011 dans le but principal de réduire l'espacement entre les trous de la ressource principale. Ce programme a été achevé en septembre 2011 avec 109 trous de carottes allant jusqu'à 17 468 m. En plus des activités courantes de Jayden au titre de la diagraphie/QAQC et des procédures d'essai, la Société a aussi établi la densité relative d'un échantillon représentatif de la plus grande partie de la carotte extraite en 2011, ce qui a rehaussé les données techniques de la Société.

Récemment, la Société a présenté les données d'analyse du programme mené en 2011 à Minarco-Mine Consult afin que soit fait un nouveau calcul des ressources.

Jayden a mené la plus grande partie de ses activités d'exploration sur ses propriétés par l'entremise de tiers conseillers et de sous-traitants en géologie.

La Société prend d'autres mesures pour faire progresser la propriété de Silver Coin vers la production, y compris un contrat conclu avec AMEC Earth and Environmental visant la poursuite d'études environnementales de référence entamées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Ces études environnementales de référence seront intégrées aux travaux futurs de la Société visant à réaliser une évaluation environnementale et à obtenir les permis nécessaires pour construire et exploiter le projet.

Les essais métallurgiques, y compris les tests de broyage, continuent d'appuyer la conviction de la Société selon laquelle la minéralisation de Silver Coin peut être traitée efficacement par des mesures conventionnelles de broyage. En 2011 la société a mené un programme intense d'essais métallurgiques, dont les résultats sont actuellement à l'étude. Les essais ont confirmé que les estimés initiaux sur la récupération sont positifs, qu'un circuit de gravité pourrait permettre de récupérer l'or libre et l'électrum, qu'un concentré collectif de sulfure permettrait de récupérer des pourcentages très élevés d'or et d'argent, et que ce concentré pourrait être traité au cyanure dans un four pour récupérer plus de 90 % de l'or et plus de 60 % de l'argent.

2. Récapitulatif sur l'exercice terminé le 31 décembre 2011

- Conformément à une entente intervenue en juillet 2009 avec son partenaire en coentreprise Mountain Boy Minerals Ltd., laquelle donnait à Jayden une option jusqu'à 2014 d'augmenter sa participation dans Silver Coin, la Société a dégagé un financement de plus de 4 M\$ rendu nécessaire en 2010-2011 pour l'acquisition de 10 % de participation additionnelle dans Silver Coin, augmentant la participation de la Société dans cette propriété à 80 %.
- Jayden a annoncé que 45 000 000 de bons de souscription d'actions ordinaires pouvant être exercés à 0,15 \$ par action et 22 894 033 pouvant être exercés à 0,05 \$ par action, ont été intégralement exercés par des initiés de la Société pour un montant brut total de 7 894 701 \$.
- Jayden a conclu une convention d'achat des biens avec Nanika Ressources Inc. (« Nanika ») visant l'acquisition des 45 % de participation de Nanika dans les cessions minières INDI 9-12, adjacentes et intégrées à Silver Coin. Cette acquisition représente une étape importante dans la consolidation de la propriété de Silver Coin. Nanika a réalisé deux programmes de forage sur les cessions INDI en 2009 et 2010, dont les résultats n'ont jamais été intégrés aux calculs des ressources de la Société. L'acquisition ajoute des quantités connues de minéralisation et des ressources potentielles à la propriété, tout en facilitant le développement actuel et futur de projets au fur et à mesure que la Société fait avancer son projet vers l'étape de la production.

2.1 Récapitulatif sur la période subséquente au 31 décembre 2011

- Jayden a accordé 5 250 000 options sur titres à ses administrateurs, directeurs et conseillers à un prix d'exercice de 0,15 \$ par action sur cinq ans.
- Jayden a conclu une convention d'achat des biens avec Decade Ressources Ltd. (« Decade ») visant l'acquisition des cessions minières Grassy 1 et Grassy 2 appartenant à Decade et adjacentes à l'extrémité Est de la propriété de Silver Coin. En vertu de la convention, la Société doit verser 60 000 \$ à Decade d'ici au 31 décembre 2012.

3. Résultats d'exploitation pour les trois et douze derniers mois se terminant le 31 décembre 2011

Le tableau suivant indique les renseignements consolidés pour les trois et douze derniers mois se terminant le 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

	Trois mois clos le			Douze mois clos le		
	31 décembre,			31 décembre,		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Autres produits et revenus nets	588	2,319	123,857	21,979	251,370	130,890
Frais d'administration	(363,298)	(894,007)	(138,420)	(1,650,176)	(4,954,849)	(765,988)
Autres frais d'exploitation	-	-	(6,697)	(23,536)	(4,493)	(864,835)
Perte nette sur l'année	(362,710)	(891,688)	(21,260)	(1,651,733)	(4,707,972)	(1,499,933)
Perte basique et diluée par action	(0.0018)	(0.0048)	(0.0004)	(0.0083)	(0.0280)	(0.0109)

La Société étant une société d'exploration, elle ne tire aucun revenu de l'exploitation minière.

Le tableau ci-dessous indique certains résultats d'exploitation de la Société pour les huit derniers trimestres.

	30				30			
	31 décembre 2011	septembre 2011	30 juin 2011	30 mars 2011	31 décembre 2010	septembre 2010	30 juin 2010	30 mars 2010
Perte nette basique et diluée	(362,710)	(171,801)	(442,168)	(675,054)	(891,688)	(768,591)	(2,745,086)	(302,607)
Perte par action	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.04)	(0.01)	(0.00)	(0.02)	(0.00)
Dépréciation des intérêts des gisements miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des acti	46,600	-	-	-	-	-	1,630,317	701
Total des actifs	17,473,443	18,032,549	14,821,649	12,123,702	11,455,807	13,053,465	13,145,806	9,623,470
Fonds de roulement	1,849,833	2,858,516	990,007	816,770	585,506	1,874,031	3,302,186	375,101

Comparaison entre le trimestre terminé le 31 décembre 2011 et le trimestre terminé le 31 décembre 2010

Pour les trois mois précédant le 31 décembre 2011, la Société a enregistré une perte nette de 362 710 \$ comparé à 891 688 \$ à la même période de l'année précédente. Une grande partie de la diminution de la perte nette peut être attribuée aux frais professionnels et de consultations plus élevés encourus à l'année précédente, ainsi qu'à des dépenses plus élevées dues à des exigences réglementaires.

La Société a entamé l'exercice 2011 avec un fonds de roulement de 585 506 \$ et a terminé l'exercice le 31 décembre 2011 à 1 849 833 \$, une augmentation nette de 1 264 327 \$ principalement attribuable aux 7 894 001 \$ de souscriptions d'actions reçues. Ces souscriptions ont contribué au financement du programme de forage à la propriété de Silver Coin.

3.1 Projets d'exploration

3.1.1 Propriété de Silver Coin :

Le projet de Silver Coin est situé à proximité de la ville de Stewart (C.-B.) et compte 39 cessions d'un total de 1 470 hectares nets. La Société a réalisé un rapport technique conforme à 43-101 en date du 13 avril 2011. Le rapport comprend un estimé mis à jour des ressources intégrant les résultats d'analyses pour 18 trous forés par la Société à l'automne 2010 n'ayant alors jamais fait l'objet d'un rapport ou été intégrés à des estimations sur les ressources. Cette mise à jour des estimations des ressources fait état d'une augmentation générale de la teneur moyenne en or de 10,9 % et d'une augmentation de 11,1 % du nombre d'onces de ressources déjà signalées, qui sont passées de 191 300 onces mesurées, 644 300 onces indiquées et 655 200 onces présumées, à 218 410 onces mesurées, 624 006 onces indiquées et 813 273 onces présumées. Cette mise à jour tient compte du total de 732 trous de forage (88 645 mètres) et 76 tranchées (1 447 mètres). Le projet de Silver Coin est une coentreprise avec Mountain Boy Minerals Ltd. dans laquelle Jayden participe à 80 %.

En mai 2011, la Société a entamé un programme de forage dans le but, entre autres, de faire passer les onces de ressources présumées à des ressources indiquées ou mesurées, de recueillir de nouvelles carottes aux fins d'éventuels tests métallurgiques et de mieux comprendre la géologie du gisement. Ce programme de forage a été achevé en septembre 2011 et comprenaient 109 trous allant jusqu'à 17 468 m.

En 2011, la Société a continué les essais métallurgiques et les études environnementales de référence menées sur place et a entamé des études techniques détaillées sur place.

La propriété de Silver Coin se situe à environ 25 kilomètres au nord de Stewart (Colombie-Britannique) dans la division minière Skeena (Colombie-Britannique). Silver Coin comprend une ressource d'or-argent-zinc sur laquelle se trouve une ressource conforme à 43-101 de 24,13 millions de tonnes d'or à teneur de 1,08 g/t représentant un total de 842 416 onces d'or, 4,45 millions d'onces d'argent et 91,17 millions de livres de zinc dans les catégories mesurées et indiquées à une teneur de coupure de 0,3 gramme d'or par tonne. Les ressources présumées sont estimées comprendre aussi 813 273 onces d'or, 6,69 millions onces d'argent et 128 millions de livres de zinc. Minarco Mine Consult, de Beijing (Chine) estime ainsi les ressources dans un rapport technique en date du 13 avril 2011 :

0,3 gt Al Coupure	Tonnes	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (%)	Au (oz)	Ag (oz)	Zn (lb)
Mesuré	4,372,225	1.55	6.53	0.26	218,410	918,417	25,531,741
Indiqué	19,759,025	0.98	5.57	0.15	624,006	3,537,769	65,642,277
M&I	24,131,250	1.08	5.74	0.17	842,416	4,456,186	91,174,018
Supposé	32,443,840	0.78	6.41	0.18	813,273	6,691,185	128,006,920

À l'été 2011, la Société a foré 109 trous sur un total de 17 468 m. Ces programmes de forage ont permis de forer sur des largeurs suffisantes de minéralisation en teneur élevée d'or et d'argent. Voici des points saillants de ce programme :

DHID	de	à	Intervalle	Poids moyen de l'or (g/T)	Poids moyen de l'argent (g/T)	Poids moyen de l'or (oz.t)	Poids moyen de l'argent (oz.t)
SC11-328	41,2	57,68	16,48	1,553	6,625	0,045	0,193
SC11-334	8,2	35,91	27,71	1,334	7,609	0,039	0,222
SC11-341	89,57	106	16,43	2,673	14,247	0,078	0,416
SC11-350	99,2	104,3	5,1	4,235	13,261	0,124	0,387
SC11-351	93,5	150,16	56,66	1,476	4,714	0,043	0,138
SC11-351	189,67	202,69	13,02	2,743	3,761	0,080	0,110
SC11-353	171,05	174,12	3,07	18,747	11,768	0,547	0,343
SC11-354	113,37	129,87	16,5	2,109	16,577	0,062	0,483
SC11-354	143,64	152,42	8,78	2,044	9,038	0,060	0,264
SC11-356	136,25	148,44	12,19	1,188	4,711	0,035	0,137
SC11-356	153,18	160	6,82	2,290	6,980	0,067	0,204
SC11-356	185,93	192,27	6,34	3,701	10,895	0,108	0,318
SC11-357	91,5	94,5	3	24,964	14,650	0,728	0,427
SC11-357	184	200,56	16,56	3,250	10,815	0,095	0,315
SC11-357	204,35	208,85	4,5	2,134	5,267	0,062	0,154
SC11-358	91,5	117	25,5	1,851	3,375	0,054	0,098
SC11-358	133	161,35	28,35	1,252	4,764	0,037	0,139
SC11-358EXT	133	162,87	29,87	1,158	2,050	0,034	0,060
SC11-358EXT	158	159,56	1,56	4,319	2,800	0,126	0,082
SC11-359	112,72	122	9,28	2,596	10,374	0,076	0,303
SC11-360	14,15	24,34	10,19	2,156	7,411	0,063	0,216

JAYDEN RESOURCES INC.

Discussion d'analyse de la direction

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

SC11-361	58,04	66	7,96	25,239	34,726	0,736	1,013
SC11-362	146	157,6	11,6	2,495	10,265	0,073	0,299
SC11-363	128	155,02	27,02	5,717	13,879	0,167	0,405
SC11-363	156,4	170,84	14,44	1,654	5,873	0,048	0,171
SC11-363	173,5	191	17,5	1,753	4,804	0,051	0,140
SC11-365	89,46	93,49	4,03	3,796	11,191	0,111	0,326
SC11-367	58	80,66	22,66	1,152	4,853	0,034	0,142
SC11-368	128,5	131,56	3,06	7,154	22,348	0,209	0,652
SC11-370	198,1	210,5	12,4	0,940	3,243	0,027	0,095
SC11-370	235,95	249,33	13,38	2,816	34,248	0,082	0,999
SC11-373	247,8	248,76	0,96	13,630	83,900	0,398	2,447
SC11-376	44,5	46	1,5	9,900	5,200	0,289	0,152
SC11-404	64,46	80,58	16,12	7,104	10,768	0,207	0,314
SC11-409	15,24	21	5,76	2,687	47,630	0,078	1,389
SC11-409	26,7	29,98	3,28	3,542	118,630	0,103	3,460
SC11-417	58,71	71,16	12,45	3,643	22,107	0,106	0,645
SC11-417	82,97	89	6,03	7,919	28,684	0,231	0,837
SC11-421	42	51	9	1,642	62,052	0,048	1,810
SC11-422	18,29	25,36	7,07	2,079	10,537	0,061	0,307
SC11-422	30,18	33,22	3,04	6,902	32,200	0,201	0,939
SC11-424	78,45	96,93	18,48	11,684	18,885	0,341	0,551
SC11-425	35,97	45,11	9,14	5,102	21,881	0,149	0,638
SC11-431	5,33	8,68	3,35	5,595	41,847	0,163	1,221
SC11-433	40,53	43,58	3,05	5,668	16,711	0,165	0,487
SC11-434	46,44	49	2,56	7,959	47,965	0,232	1,399
SC11-437	39,7	46,66	6,96	4,339	14,609	0,127	0,426
SC11-437	112,54	117	4,46	14,979	60,272	0,437	1,758
SC11-438	66,57	69,49	2,92	6,612	9,547	0,193	0,278
SC11-439	125,07	126,57	1,5	5,224	22,100	0,152	0,645
SC11-439	147	148,5	1,5	21,220	9,800	0,619	0,286
SC11-440	33,53	37,05	3,52	6,787	30,132	0,198	0,879

En 2011, la Société a continué ses études métallurgiques intégrant des échantillons de teneur inférieure correspondant de plus près à la teneur en minerai attendue d'un scénario de ressource élargie. Certains essais en laboratoire récemment achevés à l'aide d'un échantillon maître de composite (1,2 g/t Au, 4 g/t Ag) et d'autres échantillons de teneurs variables (variant entre 0,5 g/t et 2,5 g/t Au) obtenus dans des trous forés à divers intervalles. Ces échantillons ont été utilisés pour simuler la réaction possible à un traitement du minerai par gravité et flottation, avec la possibilité de lixivier le concentré de flottation par cyanuration.

Ces récents résultats préliminaires métallurgiques indiquent que des teneurs inférieures ont bien réagi au processus normal de flottation. De plus, les données d'essai indiquent que le traitement préalable par gravité permet de récupérer les grosses particules d'or et d'électrum ce qui, en retour, améliore la réaction de l'or ou de l'argent à la lixiviation. L'effet combiné de la récupération par gravité et par flottation est attendue à environ 96 % pour l'or et 87 % pour l'argent. La lixiviation du concentré de sulfure était variée, et la dissolution de l'or a été mesurée entre 85 % et 95 % et les concentrés à teneur moindre ont généralement donné lieu à une moindre récupération. Les taux de lixiviation de l'argent ont été mesurés entre 40 % et 60 %. La teneur d'un concentré typique de flottation serait attendue entre 29 g/t Au et 93 g/t Ag, contenu dans moins de 5 % du poids de la matière traitée, ce qui réduirait grandement la dimension du circuit de lixiviation. Alternativement, il serait possible qu'un nettoyage prolongé par flottation du

concentré final puisse le réduire jusqu'à 2 % du poids de la matière traitée. Cela indique un excellent potentiel de sur-classification qui pourrait permettre à la Société de vendre ou de traiter le concentré à un autre emplacement. Pour résumer, les essais métallurgiques préliminaires indiquent une excellente efficacité de la flottation qui permet de considérer diverses possibilités de traitement dans l'avancement du projet.

Les études environnementales de référence continuent sur le site, y compris des enregistrements en continu à une station météorologique. Certaines améliorations ont été apportées pour élargir la portée des données recueillies sur notre réseau d'emplacements de cours d'eau.

En 2011, la Société a entamé des études d'infrastructure visant à modéliser les emplacements possibles pour des installations comme les immeubles, les routes, les décharges et les refus de broyage. Ces études portaient aussi sur l'accès routier au site et la transmission d'électricité. Ces données appuieront les études qui continuent à être menées sur les aspects techniques et économiques.

L'emplacement de Silver Coin convient parfaitement à la construction éventuelle d'une exploitation à ciel ouvert. La route Granduc traverse la propriété, reliant Silver Coin au port en eau profonde de Stewart, en C.-B.

Long Lake Hydro est une société privée. Elle développe un grand projet hydroélectrique visant la production continue d'électricité à partir de turbines situées à moins de quatre kilomètres de l'emplacement proposé pour notre usine. Les nouvelles lignes publiques de BC Hydro relieront les turbines et la Société aura accès à une source fiable d'électricité publique située à quelques kilomètres de la propriété pour un minimum de dépenses d'immobilisations.

En 2011 la Société a fait de grandes avancées dans sa participation au projet. Cela comprenait l'acquisition des 4 grandes cessions INDI auparavant détenues par Nanika Ressources et l'ajout d'un nombre de cessions isolées jalonnées par la Société à l'intérieur et en périphérie de la partie principale de la cession. En outre, en 2011, la Société a versé 4 M\$ requis pour l'acquisition du projet, augmentant ainsi de 10 % sa participation à Silver Coin, qui est maintenant de 80 % dans ce projet.

La propriété de Silver Coin comprend aujourd'hui 39 cessions minières d'une superficie nette d'environ 1 470 hectares.

Depuis juin 2006, la Société exploite la propriété de Silver Coin, tandis que Mountain Boy occupe des fonctions exclusivement liées au conseil et aux contrats. Mountain Boy a obtenu un droit de négocier des contrats et de fournir des services liés à l'exploration et au développement de la propriété de Silver Coin. Cela s'est avéré très avantageux pour la Société en raison des capacités de Mountain Boy et de sa connaissance approfondie sur la région.

En 2010, la Société a conclu un contrat avec AMEC Earth and Environmental visant la poursuite des études environnementales de référence entamées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Depuis, AMEC a élargi l'échantillonnage des eaux et le programme d'hydrologie. En outre, ce qui est très important, elle a aussi confirmé la conclusion de Cambria Gordon selon laquelle le lac No Name ne contient pas de poissons. Selon les normes de RIC, le lac No Name, l'emplacement potentiel pour les refus de broyage, ne contient pas de poissons et demeure ainsi une option viable pour la planification et l'exploitation du projet. AMEC se concentre sur les études d'hydrologie de surface visant à définir les taux de débit dans plusieurs effluents critiques situés sur la propriété, la qualité des eaux de surface de ces cours d'eau et la confirmation des conclusions des études sur les populations de poissons du lac No Name. AMEC a aussi installé une station permanente de surveillance du climat sur la propriété visant à recueillir des données de base sur la qualité de

l'air et le climat aux fins du projet. Les études sur l'hydrologie se sont prolongées pendant la campagne d'exploration 2011.

Afin de mieux comprendre les aspects importants du développement de Silver Coin, la Société a conclu un contrat avec All North Consultants Ltd. visant à entamer des études détaillées d'infrastructure portant entre autres sur l'accès routier, l'architecture et l'emplacement des structures, les routes entre la mine à ciel ouvert proposée et les usines de broyage et de traitement des déchets, le tracé d'une ligne proposée pour la transmission électrique vers le projet par les turbines de Long Lake Hydro ainsi que les coûts associés à toutes ces opérations de construction et de développement d'infrastructures.

La Société a aussi élargi la portée des travaux d'AMEC qui incluront un plan détaillé des installations et des réservoirs visant les déchets de roche et de broyage. Ce plan sera fondé sur les travaux récents menés par Minarco pour le développement d'une mine et d'un plan d'usine pour le projet.

La propriété de Silver Coin englobe un secteur de roches volcaniques intermédiaires très altérées du jurassique inférieur. Une cartographie détaillée de la région et de la propriété, menée par le gouvernement et des géologues embauchés par contrat par la Société, indique que la région constituait une éminence paléotopographique avec un stratovolcan centré sur le mont Dilworth à proximité. Les roches ont été coupées par diverses roches intrusives du jurassique et de l'éocène. Pendant les campagnes d'exploration 2011, la Société a tracé des cartes géologiques détaillées de la lithologie, de l'altération et de la structure du principal secteur de la ressource. Ces travaux ont confirmé plusieurs théories liées aux contrôles de la minéralisation et ont permis de mieux comprendre l'altération et la structure qui pourraient contrôler la minéralisation.

En 1991, Silver Coin était exploitée comme mine souterraine et produisait 102 539 tonnes d'une teneur moyenne de 8,9 g/t Au et de 55,50 g/t Ag dans la zone Facecut où se trouvent les fortes teneurs, à savoir sur la cession Big Missouri. Ce minerai a été traité à l'usine de broyage Silbak Premier, à proximité.

Avant que la Société ne participe à la propriété de Silver Coin, un total de 422 trous avaient été forés sur une profondeur totale d'environ 37 401 mètres. Ces forages antérieurs visaient 293 trous de forage d'une profondeur totale d'environ 17 500 mètres effectués entre 1988 et 1994.

En 2004, Mountain Boy a repris l'exploration active de la propriété de Silver Coin. La Société s'est engagée dans le projet en 2005. Entre 2004 et 2008, la Société et Mountain Boy ont foré un total de 324 trous de carottes de surface d'une profondeur totale d'environ 50 305 mètres. Aucun forage n'a eu lieu sur la propriété de Silver Coin en 2009. Les forages d'exploration ont repris en 2010 lorsque la Société a foré un trou de 2 807 mètres sur 18 trous de forage au diamant. En 2011, la Société a complété un vaste programme de forages intercalaires de 17 468 mètres sur 109 trous. Les détails sont fournis ci-dessous.

En bref, la propriété de Silver Coin contient d'importantes ressources en or et en argent, elle convient à l'excavation économique à ciel ouvert, et la métallurgie de la minéralisation est excellente puisqu'elle offre des taux de récupération élevés et plusieurs options pour le traitement des concentrés. Elle est accessible par voie routière et peut être alimentée par des sources fiables d'électricité à seulement quelques kilomètres du site. Aujourd'hui, la Société mène des études techniques pour faire avancer le projet et en prouver la viabilité économique.

3.1.2 Propriété de Surprise Creek

À 32 km au nord-est de Stewart, (C.-B.), au col Bear River près de Surprise Creek, la Société a acquis 24 cessions en 2003 avant de jalonner d'autres cessions adjacentes à la propriété. La propriété a été très peu explorée au cours des 30 dernières années, et très peu de travaux ont été menés depuis le début des années 1900. La Société a évalué et cédé certaines de ses cessions et détient actuellement 19 cessions sur plus de 7 500 hectares. La propriété suit la zone de contact entre la formation de rhyolite du Mont Dilworth et les formations sédimentaires supérieures de la rivière Salmon River, une séquence stratigraphique où se trouvent plusieurs gisements aurifères y compris les mines Eskay Creek, Snip and Premier et Big Missouri. La ligne de rhyolite a été tracée sur tout l'axe nord-sud du groupe de cessions de Surprise Creek.

En juillet 2006, des travaux de reconnaissance terrestre ont été menés par les géologues de la Société. En juillet 2007 la Société a achevé un programme de forage sur quatre trous et environ 2 000 mètres. Les résultats ont permis à la Société de mieux comprendre la géologie générale de la région et serviront de guide pour les forages futurs. Aucun ouvrage n'a été mené sur la propriété de Surprise Creek en 2008 ni en 2009.

En mai 2010, la Société a optionné la propriété de Surprise Creek à Great Bear Ressources Ltd. pour 150 000 \$ et 700 000 actions (200 000 actions ont été reçues) émises sur 2 ans. La Société a réservé une redevance de 1 % du revenu net de fonderies pour ces cessions.

En septembre 2010, la Société a vendu 100 % de sa participation et son titre à 0891596 BC Ltd. pour 5 000 \$. Toutes les options et les obligations de Great Bear Ressources Ltd. sont toujours impayées et dues à la Société

4. Liquidité et ressources en capital

Le tableau suivant résume les fonds en caisse, fonds de roulement et flux de trésorerie de la Société

Au 31 décembre,	2011	2010
Espèces et quasi-espèces	\$ 1,537,340	\$ 424,549
Fonds de roulement	1,849,833	585,506
Exercice clos le 31 décembre,	2011	2010
Encaisse utilisée dans les activités d'exploitation	(1,851,313)	(3,432,999)
Encaisse utilisée dans les activités d'investissement	(4,930,597)	(1,300,495)
Encaisse fournie par les activités de financement	7,894,701	4,343,815
Change en espèce	\$ 1,112,791	\$ (389,679)

La Société dépend de la vente d'actions propres pour le financement de ses activités d'exploration, et pour le versement d'acquisition de propriétés et les coûts généraux et administratifs. La Société a sollicité du financement additionnel en 2011 pour maintenir son programme d'exploration. À l'exercice terminé le 31 décembre 2011, elle a reçu 7 894 701 \$ de l'exercice de bons de souscription.

Afin de maintenir la propriété de Silver Coin en règle, aucun ouvrage ni paiement n'est exigé sur la majorité des cessions jusqu'à octobre 2017, à l'exception de la cession de Kansa qui, à titre de cession de la Couronne, est assujettie au paiement d'une taxe annuelle de 24 \$. Pour certaines cessions isolées et récemment acquises, antérieures aux anciennes cessions situées sur la propriété de Silver Coin, des paiements annuels devront être versés en octobre 2012 et septembre 2013.

Jayden a achevé ses plans pour 2011 visant la réduction de l'espacement entre les trous de forage, les essais métallurgiques préliminaires, et à entamer la planification des études de référence sur les mines, la cartographie géologique en plus de s'assurer d'un approvisionnement adéquat en eau et en électricité. Ces éléments sont essentiels pour faire avancer le projet vers la faisabilité.

Au 31 décembre 2011, la Société ne bénéficiait d'aucun prêt. La Société devra continuer à se financer pour faire avancer ses plans d'exploration.

4.1.1 Capital social

Le capital social autorisé à la Société est d'un nombre illimité d'actions ordinaires dont 251 396 301 ont été émises et déjà mises en circulation le 31 décembre 2011.

En mai 2010, la Société a offert des droits, dont chacun autorisait son détenteur à acquérir une autre action ordinaire pour 0,05 \$. En tout, 91 576 134 actions ont été émises, donnant lieu à des revenus bruts de 4 578 807 \$. Cette émission d'actions a donné lieu à des dépenses de 3 684 062 \$. Progress Advanced Holdings Ltd. (« Progress Advanced ») a convenu d'une entente préliminaire selon laquelle elle acquerrait toutes les actions ordinaires non souscrites suite à l'offre de droits avant l'expiration de son délai. À ce titre, Progress Advanced a obtenu 22 894 033 bons de souscription dont chacun l'autorisait à acquérir une action courante à 0,05 \$ pendant six mois après la clôture, délai qui a par la suite été prolongé au 30 septembre 2011. La juste valeur de marché de ces bons de souscription, à savoir 3 449 070 \$, a été intégrée au coût total d'émission des actions.

En octobre 2011, la Société a émis 67 894 033 actions découlant de 45 000 000 bons de souscription d'actions ordinaires pouvant être exercés à 0,15 \$ par action et 22 894 033 bons de souscription d'actions ordinaires exercés à 0,05 \$ par action, pour des profits bruts de 7 894 701 \$.

Au 31 décembre 2011, la Société n'avait aucun bon de souscription en circulation (31 décembre 2010 – 67 894 033).

Au 30 septembre 2011, la Société n'avait aucune action bloquée.

La Société a un régime d'options d'achat d'actions. En juin 2010, la Société a accordé 12 250 000 options sur titres à certains de ses administrateurs, directeurs et conseillers. Les options peuvent être exercées sur 5 ans à un prix d'exercice de 0,20 \$ par action. En octobre 2011, la Société a accordé 400 000 options sur titres à un conseiller de la Société pouvant être exercées sur 2 ans à un prix d'exercice de 0,20 \$ par action. Durant l'exercice terminé le 31 décembre 2011, 720 000 options sur titres sont arrivées à expiration.

À la fin de l'exercice prenant fin 31 décembre 2011, un total de 12 755 000 options étaient en circulation et pouvaient être exercées à des prix variant entre 0,20 \$ et 0,40 \$ par action dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 0,20 \$ par action. Le nombre maximum d'actions visé par l'ensemble du plan, ne peut dépasser 10 % des actions émises par la Société. La Société utilise le modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes pour estimer la juste valeur de marché des options.

Durant l'exercice terminé le 31 décembre 2011 la Société a reconnu 46 600 \$ (2010 – 1 631 018 \$) de rémunération à base d'actions. La Société a eu recours au modèle d'évaluation d'options Black et Scholes pour estimer la juste valeur de marché des options à la date d'attribution à l'aide de ces hypothèses moyennes pondérées :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Taux d'intérêt sans risque	2,65 %	2,65 %
Rendement du dividende	Nul	Nul
Volatilité attendue	94 %	111 %
Durée estimée de l'option	2 ans	5 ans

Les modèles d'évaluation des prix des options exigent de prendre en considération certaines hypothèses très subjectives sur la volatilité attendue. Des variations de ces hypothèses peuvent avoir un impact important sur l'estimation de la juste valeur de marché. Par conséquent, les modèles existant ne mesurent pas nécessairement de manière réaliste la juste valeur de marché des options sur titres et des bons de souscription de la Société à la date de l'attribution ou après cette dernière.

4.1.2. Engagements contractuels

La Société a conclu des contrats de consultation pour les services suivants :

	<u>Forfait mensuel \$</u>	<u>Service fourni</u>
Baron Global Financial Canada Ltd. (juin 2010)	10,000	Conseiller d'entreprise
James Andrew & Company (juin 2010)	6,000	Expert-conseils
Lawrence A. Dick Consulting Ltd. (juin 2010)	3,000	Expert-conseils
Robert Perry Consulting LLP (juin 2010)	US\$13,000	Services géologiques
TransMax Investing (juin 2010)	10,000	Gestion

5. Opérations avec parties liées

(a) Frais entre parties liées

Le Groupe a conclu les transactions importantes suivantes avec des parties liées au cours de ces périodes :

Services fournis pour l'exercice clos le 31 décembre 2011	Services administratifs \$	Services conseil \$	Frais de location et de bureau \$	Frais de fondés sur des actions \$	Coûts d'émission s d'actions \$
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	78,000	-	42,000	-	-
Baron Asia Limited (4)	-	-	20,742	-	-

Services fournis pour l'exercice clos le 31 décembre 2010	Services administratifs	Services conseil	Frais de location et de bureau	fondés sur des actions	Coûts d'émission s d'actions
	\$	\$	\$	\$	\$
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	78,000	-	42,000	239,506	-
Baron Capital Ltd. (5)	-	720,339	-	-	-
Progress Advanced Holdings Ltd. (3)	-	-	-	-	3,449,070
Baron Asia Limited (4)	-	-	52,817	-	-
Bromley Resources Ltd. (2)	-	70,000	-	-	-

- (1) M. Herrick Lau Mong Tak et M. David Arthur Eaton, administrateurs de la Société, ont été vice-président de la finance d'entreprise et directeur administratif de Baron Global Financial Canada Ltd, respectivement.
- (2) M. Paul Frederick Saxton, ancien administrateur de la Société ayant donné sa démission le 21 août 2009, détient une participation majoritaire dans ses sociétés apparentées.
- (3) Le 17 février 2010, la Société a conclu une convention d'offres de droits aux bons de souscription préliminaires avec Progress Advanced Holdings Limited pour la prestation de services de prise ferme. Progress Advanced Holdings Limited est un actionnaire indirect de la Société. Le service de souscription a été payé sous forme de bons de souscription pour 22 894 033 unités pouvant être exercés à 0,05 \$ CAD pour une période de six mois suivant la clôture, par la suite prolongé au 30 avril 2011. La juste valeur de marché des bons de souscription (3 449 070 \$ CAD) a été enregistrée dans les coûts d'émission de capital.
- (4) Mme Letty Wan Ho Yan, administratrice de la Société, détient une participation majoritaire dans Baron Asia Limited.
- (5) M. Joseph Wan Chuen Chung, un proche parent de Mme Letty Wan Ho Yan, administratrice de la Société, détient une participation majoritaire dans la société apparentée.

Selon les conventions commerciales entre la Société et les sociétés apparentées, les opérations avec Baron Global Financial Canada Ltd. et Baron Asia Limited continueront après la date du rapport pour se prolonger jusqu'à la fin de la durée de validité des conventions commerciales. Ces conventions visant d'autres opérations avec des parties liées ont été résiliées au cours des dernières années. Les administrateurs de la Société sont d'avis que les opérations avec les parties liées ont été menées dans des conditions commerciales normales et dans le contexte des activités normales du Groupe.

(b) Rémunération du personnel clé de la direction

Le personnel clé de la direction regroupe les administrateurs de la Société dont la rémunération au titre des charges de personnel a été enregistrée ainsi :

	31 décembre,	
	2011	2010
	\$	\$
Récapitulatif de la rémunération des salariés		
Salaires et autres avantages	253,934	214,962
Allocations de présence	23,675	-
Paiements fondés sur des actions	-	951,373
	<u>277,609</u>	<u>1,166,335</u>

Toutes les opérations avec les parties liées ont été enregistrées à leur valeur d'échange qui constitue le montant considéré et accepté par les parties.

6. Quatrième trimestre

Au trimestre terminé le 31 décembre 2011, la Société a enregistré une perte de 362 710 \$ par rapport à 891 688 \$ pour la même période de l'année précédente. La diminution de la perte nette par rapport à l'année précédente est principalement due à une réduction des frais professionnels et de consultations ainsi que des dépenses attribuables à la réglementation.

7. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF

Futures modifications comptables

Les décisions suivantes du CNCI entreront en vigueur pour les rapports financiers visant des périodes commençant à partir du 1^{er} janvier 2013 et n'ont pas encore été adoptées par la Société. Toutes ces nouvelles normes ou normes modifiées permettent l'adoption anticipée par l'entremise de conventions intérimaires, selon la date de l'entrée en vigueur initiale.

- Modifications à IAS 1 (Révisée) – Présentation d'éléments attribuables aux Autres éléments du résultat global

Les modifications à IAS 1 (Révisée) exigent que le Groupe distingue les éléments attribués aux « Autres éléments du résultat global » et pouvant être re-classifiés aux titres des profits ou des pertes futures (p. ex. réévaluations des actifs financiers disponibles à la vente) et ceux pour lesquels cette reclassification est impossible (p. ex. réévaluations de la propriété, de l'usine et du matériel). Les taxes sur les éléments attribués aux « Autres éléments du résultat global » sont attribuées et divulguées selon les mêmes modalités. Les modifications seront appliquées rétrospectivement.

- Norme NIIF 9 sur les Instruments financiers

La norme NIIF 9 sur les Instruments financiers s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet du CNCI visant à remplacer l'IAS 39, Instruments financiers : reconnaissance et mesure. La norme NIIF 9 maintient mais simplifie le modèle d'évaluation mixte et établit deux grandes catégories de mesure des actifs financiers : coût amorti et juste valeur. La base de cette classification dépend du modèle d'entreprise de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. La norme s'applique aux périodes annuelles commençant au 1^{er} janvier 2015 ou

plus tard. La Société évalue actuellement l'impact de la nouvelle norme sur la comptabilité de l'investissement disponible à la vente.

- NIIF 10 sur les états financiers consolidés

La norme NIIF 10 est fondée sur des principes en place en identifiant le concept de contrôle comme facteur déterminant si une entité sera intégrée aux états financiers consolidés de la société mère. La norme comprend d'autres directives pour permettre d'identifier le contrôle lorsque l'évaluation présente des difficultés. La Société n'a toujours pas évalué tout l'impact de NIIF 10 et entend adopter la norme au plus tard durant la période comptable débutant le 1^{er} janvier 2013.

- NIIF 11, sur les Accords conjoints

La norme NIIF 11 décrit la comptabilisation des accords visant un contrôle conjoint; la consolidation proportionnelle n'est pas autorisée pour les coentreprises (selon la nouvelle définition). NIIF 11 remplace IAS 31, *Intérêts dans les coentreprises* et SIC 13, *Entités sous contrôle conjoint — Contributions non monétaires des coentrepreneurs*. La Société n'a toujours pas évalué tout l'impact de NIIF 11 et entend adopter la norme au plus tard pour la période comptable débutant le 1^{er} janvier 2013.

- NIIF 12, sur la Divulgence des intérêts dans d'autres entités

La norme NIIF 12 comprend des exigences sur la communication de toutes formes d'intérêts dans d'autres entités, y compris les accords conjoints, associés, entités à vocation spéciale et autres organes hors bilan. La Société n'a toujours pas évalué tout l'impact de NIIF 12 et entend adopter la norme au plus tard pour la période comptable débutant le 1^{er} janvier 2013.

- NIIF 13, sur la Mesure de la juste valeur de marché

NIIF 13 vise à rehausser l'uniformité et à réduire la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur de marché ainsi qu'un seul outil de mesure de la juste valeur de marché et des exigences de divulgation sur l'ensemble des NIIF. Les exigences, dont une grande partie correspond aux NIIF et à celles du PCGR (É.-U.), n'élargissent pas l'application comptable de la juste valeur de marché mais fournissent des repères sur son application lorsque son utilisation est exigée ou autorisée par d'autres normes découlant des NIIF ou des PCGR. La Société n'a toujours pas évalué tout l'impact de NIIF 13 et entend adopter la norme au plus tard pour la période comptable débutant le 1^{er} janvier 2013.

- IFRIC 20, sur les Frais de découverte de la phase de production de la mine à ciel ouvert

Selon IFRIC 20, le comité d'interprétation des NIIF établit les principes de reconnaissance sur le bilan des frais de découverte associés à la production. L'interprétation tient compte du fait que la découverte découlant de la production d'une mine à ciel ouvert profitera à la production future, et définit certains critères pour le financement de ces coûts. Bien que la Société n'ait pas encore atteint la phase de production, elle étudie actuellement l'impact futur de cette interprétation.

Les administrateurs évaluent actuellement l'impact de nouvelles NIIF ou de NIIF révisées après leur première adoption. Jusqu'ici, les administrateurs considèrent peu probable que l'application de ces NIIF ait un impact notable sur les résultats du Groupe ou sur sa situation financière.

8. Instruments financiers

(a) Catégories d'instruments financiers

Voici les instruments financiers de la Société :

	Au 31 décembre,	
	2011	2010
	\$	\$
Actif financier		
Placements susceptibles de vente	37,318	119,156
Au coût amorti		
- Autres créances	-	2,883
Espèces et quasi-espèces	1,537,340	424,549
	<u>1,574,658</u>	<u>546,588</u>
Passif financier		
Au coût amorti		
- Produits à payer et régularisations	(182,363)	(433,413)
- Montants dus aux sociétés associées	(18,629)	(36,043)
- Montant dû à un administrateur	-	(130)
	<u>(200,992)</u>	<u>(469,586)</u>

(b) Juste valeur

À l'exception des actifs financiers disponibles à la vente, la juste valeur de marché de tous les instruments financiers de la Société équivaut environ à leur valeur comptable en raison de l'importance de la demande sur ces derniers et de la maturité à court terme de ces instruments.

La juste valeur de marché des actifs financiers disponibles à la vente dépend des prix de transactions observables sur les marchés.

(c) Objectifs et politiques sur la gestion du risque financier

Les instruments financiers de la Société comprennent les liquidités, investissements, créances commerciales et autres créances et autres dettes et régularisations. Les risques associés à ces instruments financiers et les politiques de réduction des risques sont identifiés ci-dessous. La direction gère et surveille l'exposition à ces risques afin de s'assurer de la mise en place de mesures adéquate d'une manière opportune et efficace.

(i) Risque de change

Les liquidités détenues en devises autres que le dollar canadien sont exposées au risque de change. La Société n'a recours à aucun instrument financier dérivé afin de réduire ce risque, mais la Société ne considère pas son exposition nette au risque présenté par les taux de change comme significatif.

Le tableau suivant indique les détails de la vulnérabilité de la Société à une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien contre les éléments monétaires libellés en devises ci-dessus. L'analyse de vulnérabilité ne comprend que les éléments monétaires à long terme, libellés en devises et avec ajustement pour la fin de la période à une variation de 10 % des taux de change. Une valeur positive indique une diminution de la perte pour l'année lors de laquelle les devises étrangères ont augmenté par rapport au dollar canadien, et vice versa.

	Exercice clos le 31 décembre,			
	2011		2010	
	USD	Autre	USD	Autre
	\$	\$	\$	\$
Incidence sur la perte après impôt pour l'année et bénéfices non répartis				
- Le groupe	(923)	(30,612)	(1,014)	(110)
- La société	(490)	(30,612)	(1,016)	(110)

(ii) Risque de crédit

La Société tient ses liquidités dans de grandes institutions financières au Canada et à Hong Kong, et ne détient aucun papier commercial adossé à des actifs. En décembre 2011, les créances de la Société comprenaient des montants attribuables à la TPS/TVH dus par le Gouvernement du Canada. La direction considère comme minime la concentration du risque de crédit associé à ses instruments financiers.

(iii) Risque associé aux taux d'intérêts

Le risque associé aux taux d'intérêts est le risque que la juste valeur de marché des liquidités futures découlant d'un instrument financier fluctue en raison des taux d'intérêts sur les marchés. Il existe très peu de risques associés aux taux d'intérêt puisque la Société ne détient aucune obligation ni actif générant des intérêts.

(iv) Risque associé aux liquidités

La Société détient des actifs actuels nets d'une valeur de 2 050 825 \$ au 31 décembre 2011 et est exposée au risque associé aux liquidités et à sa capacité à se financer suffisamment pour satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La capacité de la Société à se maintenir est une préoccupation perpétuelle qui tient à la capacité de la direction à obtenir le financement nécessaire par l'émission future d'actions. La Société gère le risque associé aux liquidités en anticipant les flux de liquidités tirés des transactions et de ses activités d'investissement et de financement. La direction et le Conseil d'administration participent activement à l'examen, la planification et l'approbation des dépenses et aux engagements les plus importants.

(v) Risque de prix

La capacité de la Société à explorer ses propriétés minières et sa capacité future à dégager des profits sont directement liées aux prix sur les marchés des métaux précieux. La Société suit de près les prix des métaux précieux afin de choisir les bonnes mesures à adopter pour la Société.

Les investissements de la Société sont assujettis aux fluctuations constantes de la juste valeur de marché découlant des changements ayant lieu sur les marchés des actions et des produits.

La norme NIIF 7 définit une hiérarchie de la juste valeur de marché mettant en priorité des données utilisées pour mesurer la juste valeur de marché, qui est la suivante :

Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur les marchés actifs pour des actifs et dettes identiques;

Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour les actifs ou les passifs, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir, dérivés des prix); et

Niveau 3 : données relatives aux actifs ou aux passifs qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le tableau suivant indique les actifs financiers de la Société mesurés à la juste valeur de marché par niveau de la hiérarchie de la juste valeur de marché.

	Au 31 décembre 2011			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Actifs :				
Placements susceptibles de vente				
- titres de capitaux propres répertoriés, à la juste valeur	37,318	-	-	37,318
	37,318	-	-	37,318
Actifs :				
Placements susceptibles de vente				
- titres de capitaux propres répertoriés, à la juste valeur	119,156	-	-	119,156
	119,156	-	-	119,156

9. Contrôle interne des rapports financiers

Le Directeur général (« DG ») et le Directeur financier (« DF ») de la Société, de concert avec la direction de la Société, sont responsables des renseignements communiqués dans la présente DAD et des autres communications externes de la Société. Pour la période terminée le 31 décembre 2011, le DG et le DF ont désigné, ou supervisé la désignation de contrôles des procédures de communication (« CPC ») afin de pouvoir garantir dans une mesure raisonnable que les renseignements importants portant sur la Société et ses filiales consolidées sont communiqués conformément aux exigences réglementaires et aux bonnes pratiques d'entreprises et que les CPC de la Société lui permettront de répondre aux exigences en vigueur sur la communication.

Le DG et le DF ont évalué l'efficacité des CPC de la Société et ont conclu que la lettre et l'application des CPC de la Société sont entrées en vigueur le 31 décembre 2011 et que la Société s'est dotée de CPC adéquats pour permettre d'assurer que les renseignements utilisés à l'interne par la direction et communiqués à l'externe sont, dans les aspects les plus importants, complets et fiables.

Le DG et le DF sont aussi chargés de définir les contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») en vigueur au sein de la Société dans le but de garantir dans une mesure raisonnable la fiabilité des rapports financiers et la préparation des états financiers diffusés à l'extérieur de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (« NIIF »). En 2010, la Société a embauché un bureau de conseil international afin d'évaluer l'efficacité des CIIF de la Société.

Durant la définition et l'évaluation des CIIF de la Société, la direction a identifié des lacunes mineures, dont certaines ont été abordées ou sont actuellement abordées afin de rehausser les processus et contrôles de la Société. La Société use de mesures générales et de contrôles d'atténuation pour contrôler les lacunes pouvant être présentes dans les contrôles des processus. La direction entend poursuivre les améliorations des CIIF de la Société.

La direction de la Société, y compris son DG et son DF, croit que les CPC et CIIF, aussi bien élaborés et appliqués soient-ils, ne peuvent fournir qu'une assurance relative et raisonnable que les objectifs du système de contrôle sont atteints. De plus, la planification d'un système de contrôle doit rendre compte des contraintes budgétaires, et les avantages des contrôles doivent être considérés en tenant compte de leurs coûts. En raison des limites intrinsèques à tout système de contrôle, aucun ne peut assurer de manière absolue que tous les problèmes éventuels de contrôle et possibilités de fraude, le cas échéant, au sein de la Société ont été réduits ou détectés. Ces limites intrinsèques comprennent la possibilité de faire de mauvais jugements avant la prise de décision, et que des interruptions peuvent survenir suite à de simples erreurs ou défauts. En outre, les contrôles peuvent être contournés par une seule ou plusieurs personnes, ou par des déviations illicites d'événements prévus. Il est en outre impossible de garantir qu'aucune mesure ne pourra garantir l'atteinte d'objectifs dans toutes les éventualités. Par conséquent, en raison des limites intrinsèques d'un système de contrôle rentable, il est possible que des déclarations fausses ou des erreurs soient faites sans être détectées.

Aucun changement apporté aux CIIF de la Société durant la période terminée le 31 décembre 2011 ne pourrait toucher de manière importante ou être de nature à avoir un impact notable sur les CIIF de la Société.

10. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements sont sans cesse évalués et fondés sur les antécédents et d'autres facteurs, y compris les événements attendus qui sont considérés comme raisonnablement plausibles selon les circonstances.

Estimations et hypothèses comptables critiques

La Société émet des estimations et hypothèses sur l'avenir. Les estimations comptables qui en découlent, de par leur nature, correspondent rarement aux résultats avérés. Les estimations et hypothèses associées à un risque important pouvant causer un ajustement majeur aux montants comptables des actifs et des dettes au cours du prochain exercice financier sont énoncées ci-après.

Amortissement

La direction de la Société use de son jugement pour estimer la vie utile de ses actifs amortissables. L'estimation de la vie utile correspond à l'estimation de la direction sur la durée des profits économiques tirés de l'utilisation de ces actifs. La Société amortit la propriété, l'usine et le matériel conformément à ses politiques comptables. Le montant comptable de la valeur de la propriété, de l'usine et du matériel est indiqué dans la note 11 de ses états financiers consolidés.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La Société reconnaît la responsabilité liée aux obligations de mise hors service d'immobilisations. Les coûts associés aux obligations de mise hors service sont estimés selon l'interprétation de la Société des exigences réglementaires en vigueur. En se fondant sur cette évaluation, la Société ne considère avoir aucune obligation importante liée à la mise hors service d'immobilisations pour les dates visées par le rapport.

Jugements critiques sur l'application des politiques comptables de la Société

Voici un jugement critique, distinct des jugements comprenant des estimations faits par la direction dans l'application des politiques comptables de la Société et ayant l'effet le plus notable sur les montants indiqués dans les états financiers.

Actifs au titre de l'exploration et de l'évaluation

Lorsque des événements ou des changements de situations donnent à penser que le montant comptable des actifs au titre de l'exploration et de l'évaluation pourrait ne pas être récupéré, la Société tiendra compte des valeurs recouvrables de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Après avoir tenu compte du contexte économique actuel, la direction étudie les projets en développement et les plans d'exploration avant de confirmer que rien ne permet d'anticiper la diminution de la valeur des actifs au titre de l'exploration et de l'évaluation du Groupe aux dates de clôture du bilan.

Dépréciation d'investissements disponibles à la vente

Pour les investissements disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur de marché en deçà de son coût constitue également une indication objective de dépréciation. Il conviendra d'évaluer si cette diminution de la juste valeur de marché est importante ou prolongée, en tenant compte entre autres des données historiques sur la volatilité des marchés ainsi que sur les prix d'investissements définis.

11. Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

La présente DAD contient des énoncés prévisionnels visant à donner aux lecteurs les éléments de base pour évaluer la performance financière de la Société. Tout énoncé ne constituant pas un fait historique constitue un énoncé prévisionnel. Ce type d'énoncé peut être identifié par *croit que, envisage, anticipe, considère, vise, planifie, entend, continuera, budget, estimation, prévoit, pourrait* et les autres expressions de même nature. Les énoncés prévisionnels sont nécessairement fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui, bien que considérées comme raisonnables par la Société, sont de par leur nature assujetties à d'importantes incertitudes et éventualités commerciales, économiques et concurrentielles.

Des facteurs connus et inconnus pourraient causer d'importantes déviations des énoncés prévisionnels. Parmi ces facteurs, on compte, sans limitation, les fluctuations sur les marchés des devises des dollars canadiens et américains, les prix des produits, les changements apportés par les gouvernements à la législation, à la fiscalité, aux contrôles et règlements et au développement économique et politique du Canada, des États-Unis ou d'autres pays où la Société mène ou pourrait mener ses activités, les risques associés à l'exploitation minière ou aux activités de développement, la nature spéculative de l'exploration et du développement, y compris le risque associé à la délivrance des licences et permis nécessaires et les quantités ou la teneur des réserves. Un grand nombre de ces incertitudes ou éventualités peuvent avoir un impact sur les résultats avérés de la Société et pourraient les faire dévier de manière importante par rapport à ceux indiqués de manière expresse ou implicite dans un énoncé prévisionnel fait par ou au nom de la Société.

Les lecteurs sont avertis que les énoncés prévisionnels ne constituent aucune garantie de performance future. Rien ne peut garantir que ces énoncés seront avérés. Les résultats et les événements futurs pourraient être très différents de ce qui a été prévu dans ces énoncés. Les présentes renvoient précisément à la dernière Notice Annuelle de la Société déposée auprès des autorités provinciales sur les titres qui contient une discussion sur certains facteurs sous-jacents aux énoncés prévisionnels. La Société nie toute intention et obligation de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prévisionnel suite à de nouveaux renseignements, éventualités ou pour toute autre raison, sauf dans la mesure de ce qui est exigé par la loi en vigueur.